

Les lycéens de Blida l'exigent après trois mois de grève

Benghebrit exclut toute possibilité de recourir à la «Attaba»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4396 - Jeudi 8 février 2018 - Prix : 10 DA

Selon le MDN

Un terroriste se rend aux autorités militaires à Tamanrasset

Page 24

La violence fait des milliers de victimes chaque année

Un fléau qui s'installe et se banalise en Algérie

Page 2

La présence compromise de l'armée américaine en Irak

Par Mohamed Habili

Des voix s'élèvent déjà en Irak pour demander aux forces américaines encore présentes dans le pays de s'en aller, maintenant que les territoires occupés par Daech lui ont été repris, et que l'armée irakienne peut suffire à la tâche consistant à poursuivre jusqu'à son terme la lutte contre lui et ses éventuels avatars. L'armée américaine a déjà réduit sa présence en Irak, dès après la bataille de Mossoul, ne laissant en place que le nécessaire requis pour la défense de ses intérêts stratégiques dans la région. Ainsi a-t-elle satisfait par avance, sinon totalement du moins en partie, la demande non encore explicitement formulée par les Irakiens, mais qu'elle sentait venir, de la voir quitter totalement le pays. Les liens de Bagdad et de Téhéran sont tels que sa présence fait déjà pour un nombre grandissant d'Irakiens l'effet d'une occupation. Ce qu'elle est du reste, puisqu'elle remonte à l'invasion de 2003. Pour autant, il n'y a pas qu'elle qui soit un legs de ce passé relativement récent, c'est l'Irak actuel tout entier qui en procède en droite ligne. Sauf que bien des choses se sont produites depuis, qui ont changé la donne tant dans ce pays que dans l'ensemble de la région. Les Américains se doutent bien qu'ils ne peuvent rester longtemps à la fois amis des Irakiens et des adversaires déclarés des Iraniens.

Suite en page 3

Tliba devant le conseil de discipline du FLN



Ph/D. R.

Une gifle pour les semeurs de troubles

Le député de Annaba traduit devant le conseil de discipline du FLN. Djamel Ould Abbès a affirmé que le FLN n'a «jamais» mandaté Tliba pour parler du 5e mandat du président de la République pour les présidentielles d'avril 2019.

Lire page 3

Création à Alger d'un Conseil d'affaires algéro-français

Le MEDEF dans l'attente de «signaux»

Page 3

«Héliopolis», long métage de Djaffar Guacème

Le premier tour de manivelle du film prévu en mars prochain

Page 13

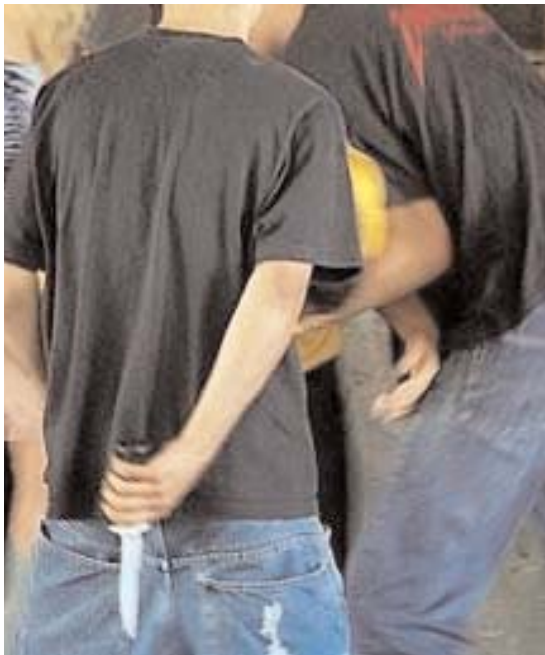
La violence fait des milliers de victimes chaque année

Un fléau qui s'installe et se banalise en Algérie

■ Dans les écoles, les lycées, les universités, ainsi que dans les foyers et dans les quartiers populaires ou huppés, pas de répit pour les violences. Le phénomène qui a atteint une vitesse de croisière touche les petits comme les grands et dénote d'un malaise certain dans notre société.

Par Meriem Benchaouia

Aujourd'hui, il ne passe pas un jour sans qu'on entende parler d'une agression, d'un vol ou d'une tentative de violence envers des jeunes, des enfants et même des femmes. Un fléau inquiétant qui continue de susciter l'intérêt des services concernés, lesquels essaient de découvrir les causes de son apparition et ce, pour suggérer les solutions adéquates permettant d'engager une lutte efficace. Toutefois, ce ne sont certainement pas les beaux discours de sensibilisation qui pourraient avoir raison de tous ces nouveaux phénomènes qui ravagent la société algérienne. Il n'y a pas meilleur remède que des mesures répressives et sans concession. En Algérie, les chiffres de la brutalité sont pires qu'alarmants. Rien que dans la capitale les services de l'unité des urgences médico-légales de l'hôpital Mustapha-Pacha (Alger) ont recensé en 2017, près de 3 182 victimes de violences et 682 jeunes auteurs de violences, a affirmé le chef de l'unité, le Professeur Rachid Belhadj, chef de service de la médecine légale du même hôpital et président de l'Académie algérienne de développement des sciences de la médecine légale. Cette unique



unité au niveau national créée en 2014, à l'initiative de la Direction générale de la Sûreté nationale, en vue d'humaniser les conditions d'accueil de cette catégorie de la société, prend en charge l'accueil et l'examen psycho-

médical des victimes et auteurs de violences. «3 182 victimes de violences ont été examinées au niveau de l'unité de l'hôpital Mustapha-Pacha», a indiqué le professeur, soulignant que «70% de ces personnes ont été vic-

times de coups et blessures volontaires, tandis que 10% ont été victimes de violences sexuelles». «La majorité des victimes ont un niveau d'enseignement secondaire», a-t-il précisé. Selon le même responsable, l'unité a examiné en 2017 deux cas de suicide d'adolescents (14 et 16 ans), adeptes de jeux électroniques dangereux, ainsi que deux cas de suicide suite à des violences sexuelles répétées commises au sein de la famille (inceste). Le professeur Belhadj a tiré la sonnette d'alarme au sujet de la recrudescence du phénomène de la violence, en particulier en milieu juvénile, les qualifiant de «cancer qui gangrène la société», ajoutant que «les auteurs de violences recourent souvent à des armes telles que des épées qui parfois mènent au décès ou causent des infirmités définitives». Il a appelé à faire la distinction entre les «jeunes violents» et «les jeunes violents et dangereux» qui sont un danger pour eux-mêmes et pour toute la société, mettant l'accent sur la nécessité de la prise en charge psychologique et physique des victimes de violences qui peuvent devenir aussi des auteurs de violences. Plusieurs facteurs mènent inéluctablement à la violence dont la consommation de la drogue. Le chef de la brigade

de lutte contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes à la division Est de la police judiciaire de la Sûreté d'Alger, le commissaire de police, Tarek Ghellab a affirmé que «la violence est directement liée à la consommation de la drogue en milieu juvénile, surtout que les jeunes consommateurs de drogue peuvent recourir à la violence, même au sein de leurs familles, en vue d'obtenir leur dose de drogue». Il a mis en garde contre «le nombre croissant» de jeunes consommateurs de drogues dures, à l'instar de l'héroïne et de la cocaïne, principales causes de violences et de disputes entre les jeunes. En 2017, 264 mineurs ont été impliqués dans des affaires liées à la drogue, a-t-il ajouté. Le professeur Belhadj a dit que les enfants issus de familles décomposées suite au divorce des parents, représentent un taux important parmi les auteurs de violence, outre les jeunes adeptes de jeux électroniques incitant à la violence verbale ou corporelle. Parmi les indicateurs révélateurs qu'un jeune peut devenir violent à l'avenir: s'il porte un tatouage ou une arme blanche, ou s'automutile avec une cigarette ou un autre moyen, utilise un langage violent ou s'il est accro à la drogue ou aux jeux électroniques. M. B.

Les lycéens de Blida l'exigent après trois mois de grève

La ministre exclut toute possibilité de recourir à la fameuse «Attaba»

Après plus de trois mois de grève, les lycéens de Blida ont regagné la rue pour réclamer le fameux seuil des cours préalablement fixé sur lesquels porteront les examens de fin d'année, que la ministre de l'Education a supprimé et dont elle exclut toute possibilité d'avoir recours à cette pratique pédagogique et anti-éthique. Les lycéens de Blida réclament la fameuse «Attaba». En effet après plus de trois mois de rupture des cours, des élèves des lycées de Blida, sont sortis

dans la rue pour réclamer leur «droit à la scolarité» mais surtout exiger un seuil des cours préalablement fixé sur lesquels porteront les examens de fin d'année. De son côté, la ministre de l'Education, Nouria Benghebrat avait exclu toute possibilité de recourir à la fameuse «Attaba» soulignant que le secteur n'était pas prêt à être confronté encore une fois à cette problématique «grave», celle du seuil des cours. Elle rappelle qu'elle n'avait pas supprimé la «Attaba» pour rien, «cet héritage empoi-

sonné de l'époque de Benbouzid est une pratique pédagogique et anti-éthique». Les élèves de Blida ont également exprimé leur refus de suivre des cours avec les professeurs de remplacement. A noter que la Fédération nationale des associations des parents d'élèves, présidée par M^{me} Djamilia Khiar, comptait prendre une nouvelle initiative en convoquant une réunion nationale les 7, 8 et 9 février à Mostaganem. Réunion qui regroupera les représentants de la Fédération et aussi les

coordinateurs régionaux, qui auront à examiner la situation qualifiée de «dangereuse» par M^{me} Khiar. «Nous allons demander au président de la République de déclarer l'Education comme un secteur de souveraineté, où les grèves seront interdites, comme nous avons déjà demandé à la ministre de l'Education de trouver des appuis juridiques pour rendre illégales les grèves dans l'éducation afin de soustraire les enfants au chantage des syndicats». **Thinhine Khouchi**

Le Cnapeste annonce la tenue de conférences psychologiques à Béjaïa

«Toutes les situations financières réglées avant la fin du mois de mars»

Le directeur de l'éducation de la wilaya de Béjaïa M. Bader Brahim a invité lors d'une conférence de presse qu'il a co-animée avec le secrétaire général M. Bezza Benmansour et deux chefs de services (Touati du personnel et Sanadi du service gestion et paie, les enseignants grévistes à reprendre leurs postes du moment que la grève est déclarée par le tribunal administratif illégale). Le premier responsable qui annonce l'envoi de mises en demeure aux enseignants grévistes a réfuté les déclarations du syndicat expliquant que «celui-ci a motivé sa grève par les retards

dans l'assainissement des situations administratives des fonctionnaires, lequel retard l'avait imputé à deux chefs de service et à un chef de bureau mais ces derniers», rappellent-ils, «pour la bonne cause ont déposé des démissions». Il a rappelé que «le Cnapeste avait gelé sa grève avant de revenir à la charge par une nouvelle grève illimitée pour protester contre les ponctions sur salaires», a-t-il déclaré reconnaissant que des retards sont accusés dans la gestion des dossiers des fonctionnaires de l'éducation. Mais, il a justifié cela par «le saccage et incendies de la direc-

tion à deux reprises le 20 décembre 2016 et le 2 janvier 2017, les dossiers incendiés et les micros dérobés». Cependant, fait-il observer, «nous avons reconstitué une grande partie des dossiers à partir des établissements scolaires, et nous avons réussi à être dans les délais». Il a également précisé que «les deux commissions technique (administration et finances) arrivées à Béjaïa vont accompagner les services de la DE afin de régler les situations en suspend précisant que celle-ci n'ont pas vocation à sanctionner». Le secrétaire général Bezza Benmansour qui a

ensuite pris la parole dira: «la direction de l'éducation a engagé les états matrices auprès du contrôleur financier pour l'ensemble des situations aussi bien administratives que financières, et parallèlement les mandats sont faits auprès des organes du trésorier de wilaya». Et d'indiquer: «les dossiers relatifs au recrutement, promotions et différentes prises sur les 3 759 dossiers 2284 arrêtés sont déjà visés par le contrôleur financier et les 1475 restants sont en cours de visas». S'agissant des remplacements des postes vacants sur les 1 369 dossiers 668 sont visés

et les 701 restants sont en cours de visas quant au remplacement sur congés de maladie le nombre de dossiers s'élève à 3 072 dont 1861 sont déjà visés et les 1211 restants sont en cours de visas. Dans le registre des promotions et des avancements (échelons), M. Benmasour affirme que l'opération est bouclée pour l'année 2016 et elle est en voie de bouclage aussi pour l'année 2017. A propos, des arriérés des salaires et autres rappels, il affirme que le contrôleur financier et le trésorier de wilaya sont entrain de solder toutes les situations. **Hocine Cherfa**

Tliba devant le conseil de discipline du FLN

Une giffle pour les semeurs de troubles

■ Le député de Annaba traduit devant le conseil de discipline du FLN. Djamel Ould Abbès a affirmé que le FLN n'a "jamais" mandaté Tliba pour parler du 5e mandat du président de la République pour les présidentielles d'avril 2019.

Par Dalida K.

Le secrétaire général du parti, a annoncé à cet effet, à Alger, l'installation d'une commission centrale de discipline, en parachèvement de l'opération d'installation des commissions permanentes prévues par le statut et le règlement intérieur du parti. En marge de la cérémonie d'installation organisée au siège du parti, M. Ould Abbès a indiqué que sa formation politique «a parachevé l'opération d'installation des cinq commissions du parti», soulignant que leur mission consiste à traiter «les dépassements et dérives relevés lors des dernières élections législatives et locales». Le SG du FLN a évoqué «l'action menée par des parties au sein du FLN concernant la candidature du président de la République à un cinquième mandat». «Cette question qui ne peut être tranchée que par le président Bouteflika, n'est pas à l'ordre du jour», a-t-il dit, ajoutant que la direction n'en tient pas compte. Abordant la supposée «coordination de soutien à la candidature du président Bouteflika pour un cinquième



PH/D. R.

mandat», M. Ould Abbès a souligné qu'elle n'existait pas réellement. «Les auteurs de la présumée liste qui aurait annoncé son adhésion à cette coordination ont démenti l'information, à leur tête les deux anciens présidents de l'organe exécutif, Abdelmalek Sellal et Abdelaziz Belkhadem, outre le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Saïd Bouhadja, ainsi que d'anciens ministres et des ministres en exercice», a-t-il ajou-

té. M. Ould Abbas a annoncé le «renvoi du membre du comité central et député à l'origine de cette initiative devant le conseil de discipline», allusion faite à Baha Eddine Tliba, affirmant que la direction du parti «l'avait averti, il y a une semaine, de ne pas évoquer la question du 5^e mandat», au sujet de laquelle le SG du parti avait donné des instructions «interdisant aux membres et élus du parti d'évoquer cette question». «Des parties aux des-

seins occultes veulent déstabiliser l'unité du parti et brouiller les cartes, comme en 2014», affirmant que la direction du parti «ne le permettra jamais et veillera à la sauvegarde de l'unité du FLN et de l'Algérie», a-t-il soutenu. Le SG du FLN a indiqué que «5 cas d'infractions au statut et au règlement intérieur du parti ont été examinés. Les auteurs seront présentés prochainement en conseil de discipline».

D. K.

Création à Alger d'un Conseil d'affaires algéro-français

Le MEDEF dans l'attente de «signaux»

Le défaut de paiement des entreprises, les licences d'importation, le rapatriement des dividendes et la règle des 49/51, sont somme toute les freins au développement du partenariat stratégique algéro-français, selon Pierre Gattaz, président du Medef qui intervenait hier à l'occasion du Forum d'affaires algéro-français, organisé à l'hôtel El Aurassi.

Deux mémorandums d'entente ont été signés hier à l'issue de la tenue du forum d'affaires algéro-français, organisé à l'hôtel El Aurassi, en présence notamment de Ali Haddad, président du FCE, Youcef Yousfi, ministre de l'Energie et des Mines, pour la partie algérienne, et de Pierre Gattaz, président du Medef et Jean-Louis Chaussade, président du conseil de chefs d'entreprise France-Algérie du Medef International. Le premier mémorandum a porté sur la création d'un Conseil d'affaires algéro-français, et le deuxième sur la coopération dans les domaines de la jeunesse et de l'entrepreneuriat, de la formation et du numérique.

Ceci étant, Pierre Gattaz dans son intervention à l'ouverture du Forum d'affaires algéro-français, a fait part de l'attente des sociétés et hommes d'affaires français «de signaux forts» pour que ces derniers investissent en Algérie. «Ce n'est pas une leçon», dira-t-il, lors du point de presse organisé pour l'occasion, mais «les



PH/E. Sorayefi, A.

signaux que nous attendons sont ceux pour simplifier la vie des entrepreneurs». Enumérant ces «verrous» le président du Medef évoquera «la question des défauts de paiement des entreprises» qu'«il faudra résoudre» et pour qui les entreprises françaises «attendent une visibilité». «Pour attirer les entreprises en Algérie, il faut les payer correctement», dira-t-il. Le second point soulevé concerne «le durcissement fait sur les licences d'importation de certains produits, équipement et composants qui peuvent pénaliser localement les investisseurs ne pouvant plus se fournir en pièces». Un point que Pierre Gattaz dira avoir évoqué avec Mohamed Benmerdis, ministre du Commerce. Toutefois, selon lui, «il faut être prudent» (dans la prise de déci-

sion telle que celle de la suppression des licences d'importation) pour ne pas asphyxier les entreprises. «Un verrou qu'il faut peut-être débloquer au cas par cas, pour éviter des blocages de gros investissements», a-t-il considéré. En outre, «le rapatriement des dividendes» des entreprises françaises activant en Algérie, est le troisième sujet pour lequel le président du Medef affirme attendre «un signal» des pouvoirs publics. «Un sujet qui revient très souvent» et qui «juridiquement» est «possible» mais «conditionné par le paiement des taxes et autres impôts». Quant au quatrième point soulevé par le Medef à Alger, celui de la règle des «49/51» régissant les investissements étrangers en Algérie. Un sujet «politique» sur lequel «nous

pouvons nous améliorer en Algérie (...) qui peut se gérer dans le temps et ne doit pas être un problème fondamental pour s'installer en Algérie», estimera Pierre Gattaz. Ainsi, poursuivra-t-il, «nous avons des parts de marché à conquérir en Algérie, sur les Turcs, les Chinois, les Espagnols dans plusieurs domaines, c'est donc à nous de nous secouer». «Les sociétés étrangères dont des françaises implantées en Algérie arrivent à travailler avec cette règle, ce n'est donc pas un problème durablement», mais «si on doit rendre un pays attractif, il faut lever progressivement ces obstacles un jour ou l'autre et l'économie se portera mieux. A un moment, il faut avoir du pragmatisme pour l'investissement, les entreprises qui sont créatrices d'emploi pour les jeunes», dira-t-il. Poursuivant sur ce point, il dira que «nous travaillons avec le FCE pour que ce quatrième verrou ne soit pas un problème». Néanmoins, il soulignera qu'«étant dans une compétition internationale, nous Français, nous devons être d'une plus grande humilité». De plus, il considérera que «l'économie française doit être moins frileuse, et nous devons comprendre qu'il y a des entreprises (étrangères qui viennent en Algérie et en Afrique) qui se débrouillent très bien». Et à Pierre Gattaz d'évoquer la diaspora algérienne en France qui selon lui «constitue un

LA QUESTION DU JOUR

La présence compromise de l'armée américaine en Irak

Suite de la page une

Leur hostilité envers le régime iranien, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est pas passagère, finira tôt ou tard par leur aliéner complètement la sympathie des Irakiens, à supposer que ce n'est pas déjà fait. Plus l'administration Trump s'évertuera à isoler l'Iran, en effet, dans la perspective notamment de la révision de l'accord multilatéral sur son programme nucléaire, plus elle se fâchera avec les Irakiens. De sorte qu'au rythme où cela va, le temps n'est peut-être pas loin où les Irakiens lui demanderont sans détour de retirer ce qui lui reste de forces sur leur territoire. Car à choisir entre eux d'eux, les Irakiens n'hésiteront pas longtemps à marquer leur préférence. Or, aujourd'hui moins que jamais, les Etats-Unis sont disposés à leur donner satisfaction sur ce point. Il n'y a qu'à comparer leur présence en Irak à celle des Russes en Syrie pour voir l'inconfort qui est déjà le leur, et pour être à peu près certain qu'ils ne se laisseront pas renvoyer d'Irak. A la différence de leur présence militaire en Irak, dont tout indique qu'elle commence à gêner, celle des Russes est la bienvenue en Syrie. Cela dit, ils sont depuis quelque temps présents aussi en Syrie, et pas que dans un seul endroit. Ils le sont à Menbaj, et quelque part sur la rive est de l'Euphrate. Cette présence n'est pas revendiquée, assumée, clairement indiquée sur la carte ; elle est clandestine au contraire, tant elle est illégitime, ressemblant assez en cela à celle d'un groupe terroriste. Elle ne déplaît pas qu'au régime syrien, et à ses alliés déclarés. Elle insupporte tout autant sinon plus les Turcs, qui la trouvent sur leur chemin dans leur offensive en cours contre les Kurdes. Le président turc demande désormais carrément aux Américains de se retirer de Menbaj, s'ils ne veulent pas de confrontation avec sa propre armée. Il leur demande bruyamment de lui expliquer ce qu'ils font en Syrie. Il ne leur demande d'ailleurs pas que cela. Il exige d'eux qu'ils arrêtent sur-le-champ d'armer les kurdes, leurs alliés en Syrie, ou plus exactement leur couverture. Pour savoir où sont les militaires, où il est possible qu'ils se trouvent, il faut commencer par repérer les positions fortes des Kurdes.

M. H.

lien très particulier entre nos deux pays». «Une force» avec laquelle «il faut construire les trente prochaines années, et que nous Français, nous pouvons faire beaucoup mieux», estimera le président du Medef.

Lynda Naili

Les intempéries touchent plusieurs wilayas

Des pluies abondantes, de la neige et des désagréments

■ Les intempéries enregistrées ces dernières 48 heures dans plusieurs régions ont fait, selon un bilan de la Protection civile, plusieurs blessés dans des accidents de la route et glissement et dérapage d'autres véhicules, des axes routiers coupés à la circulation, remontée des eaux et des inondations. Dans certaines wilayas, les détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) sont intervenus, pour rouvrir les routes et les chemins coupés par la neige et porter assistance aux habitants.

Par Louiza Ait Ramdane

Suite aux intempéries ayant affecté ces régions durant les dernières 48 heures, plusieurs axes routiers dans huit wilayas du Centre et de l'Est coupées ou difficiles à la circulation. Selon un bilan de la protection civile, il s'agit des wilayas de Tizi Ouzou, Bouïra, Sétif, Béjaïa, M'Sila, Batna, Blida et Médéa.

Le chargé de communication à la Protection civile, le capitaine Nassim Bernaoui, indique que les services de ce corps ont procédé au secours et à l'assistance des personnes bloquées ou coincées par la neige et à des opérations de déneigement pour la réouverture des routes coupées. Ainsi, dans la wilaya de Tizi Ouzou, l'axe routier qui relie la commune de Benni Yenni à celle d'Iboudrarene est bloqué à la circulation, suite au cumul de neige au col de Tizi N'Kouillel, respectivement au niveau de la RN 30 et la RN 33. La route reliant la commune d'Aïn El-Hammam à la wilaya de Bouïra est également coupée au niveau du col Tirourda, de même que celle reliant la commune d'Iferhounene au col Tizi Chelata. Concernant la wilaya de Bouïra, la RN 33 dans la commune d'El-Asnam est coupée à la circulation au lieu dit Assouletikjda, suite au cumul de neige, de même que la RN 15 dans la commune d'Aghbalou, coupée à la circulation au col de Tirourda.

Dans la wilaya de Sétif, le chemin reliant la commune de Bouandas à celle d'Aït Tizi est coupée au lieu dit Tizi Ntaga, de même que la RN 76 reliant la commune de Guenzet (Sétif) à la wilaya de Bordj Bou Arreridj, qui demeure difficile à la circulation. A Batna, la route reliant les dai-

ras de Batna et de Merouana reste difficile à la circulation au niveau de la RN 31 reliant les wilayas de Batna et de Biskra au lieu dit Aïn Ettin. Dans la wilaya de Blida, la RN 64 qui relie la localité de Bougara à celle d'Al Aïssaouia (Médéa), est coupée à la circulation, suite au cumul de neige, alors que dans la wilaya de M'Sila, le chemin de wilaya (CW) reliant la commune de Maadid au village d'Eghil, est coupée à la circulation. Pour ce qui est de la wilaya de Médéa, la RN 60 est, pour sa part, difficile à la circulation au niveau de la commune d'Ouled Antar jusqu'à celle de Boghar, au même titre que la RN 1 reliant la commune de Ksar El Boukhari à celle de Meftaha. Enfin, dans la wilaya de Béjaïa, la RN 26 est coupée à la circulation dans la commune de Chellata, plus précisément au niveau du col de Chellata. A Mostaganem, les unités de la protection civile sont intervenues, pour secourir des passagers d'un bus, bloqué par les eaux et la boue le CW no 60, reliant Sidi Belattar et



Ph/D. R. fortes précipitations de pluie et de grêle.

Intervention de l'ANP pour rouvrir les routes et porter assistance aux personnes bloquées

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) sont intervenus au niveau de plusieurs endroits du pays, à l'instar de Sidi Bel Abbes et Tlemcen, pour rouvrir les routes et les chemins coupés par la neige et porter assistance aux habitants, suite aux intempéries enregistrées ces dernières heures, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Lors de ces opérations, il a été procédé à la mobilisation de «tous les moyens humains et matériels, notamment les engins de réouverture des routes enclavées, afin d'assurer l'assistance médicale aux citoyens sinistrés et bloqués par la neige», souligne la même source. L. A. R.

Mostaganem. D'autre part, trois accidents de la circulation ont été enregistrés lundi, faisant six blessés aux dours de Belhadri à Aïn Tédèlès (RN 90), le village

de Ouled Hadj à Benabdelmalek Ramdane (chemin vicinal) et au petit port de Sidi Lakhdar (CW 42) suite au glissement et dérapage des véhicules à cause des

Projet de loi sanitaire

La gratuité des soins est la ligne rouge à ne pas franchir

Le président de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Bouabdallah, a indiqué hier que le projet de la nouvelle loi sanitaire «prévoit des mesures très importantes au profit des citoyens» et «consacre la gratuité des soins qui est une ligne rouge». Les membres de la commission de la santé poursuivent l'examen des dispositions du projet de la nouvelle loi sanitaire qui «compte 470 articles, dont 143

ont été examinés à ce jour, par l'audition de tous les acteurs du secteur (syndicats, professeurs, associations de malades) avant de soumettre le texte aux membres du Parlement», a déclaré M. Bouabdallah. Le projet de loi sanitaire «consacre la gratuité des soins qui est une ligne rouge pour l'Etat algérien» et «comporte de nouvelles mesures très importantes au profit des citoyens», a-t-il souligné, citant «le dossier médical unique pour chaque patient qui entre dans le cadre de la modernisation des mécanismes

de travail du système de santé» et l'instauration d'un «médecin de référence» au niveau des villages et des quartiers en vue d'alléger la pression sur les services hospitaliers et d'assurer une bonne prise en charge du malade. Le projet de loi prévoit également l'élaboration d'une carte médicale répartissant les établissements hospitaliers par région et par population, qui permettra de définir les besoins de chaque wilaya en médecins et en équipements médicaux en vue d'assurer une couverture sanitaire homogène.

Le texte de loi régira l'activité des cliniques de procréation médicalement assistée et de fécondation in vitro qui «n'exercent pas actuellement dans un cadre juridique clairement défini». Des règles unifiées seront ainsi appliquées pour protéger les personnes concernées par la fécondation in vitro. Ledit projet de loi prévoit une nouvelle réglementation en matière de transplantation d'organes, a indiqué M. Bouabdallah, affirmant que la commission de la santé sera à l'écoute des «avis des instances et personnalités religieuses concernant les différents aspects de cette question». L'élaboration d'une loi sur la santé est désormais «un impératif», «la loi en vigueur qui date de 1985 étant dépassée», a-t-il ajouté, qualifiant la nouvelle loi de «positive» car elle prévoit des mesures adaptées aux développements enregistrés à l'échelle internationale. Dans une précédente déclaration, le ministre avait souligné l'impératif de procéder à la révision du cadre juridique du secteur de la Santé car la loi de 1985 a montré «ses limites et n'est plus adaptée aux mutations que connaît le secteur et la société, d'où l'urgence d'une actualisation de cette loi et sa présentation, dans les meilleurs délais, devant les deux chambres du Parlement». Karim T.

Alcool et drogue au volant

Mise en service de deux nouveaux appareils de dépistage

La Gendarmerie nationale vient de doter ses unités de la sécurité routière de deux nouveaux appareils, l'éthylomètre et le «drug test» pour dépister les automobilistes en état d'imprégnation alcoolique et de drogue, et ce dans le cadre de la modernisation des moyens de prévention des accidents de la route, a indiqué le chef de l'Escadron de sécurité routière (ESR) de Zéralda. Le commandement de la Gendarmerie nationale a ordonné la mise en service de ces deux nouveaux appareils (de fabrication allemande) dans le but de lutter contre les dangers que constitue la conduite sous l'effet de l'alcool ou de la

drogue, et ce à travers un dépistage précoce des cas positifs, a indiqué le commandant Bendali Ibrahim en marge d'une tournée d'inspection à l'occasion de la mise en service de ces deux nouveaux appareils à travers plusieurs points de contrôle et barages à Alger Ouest dans la nuit de mardi à mercredi. Le premier appareil, l'éthylomètre qui vient remplacer l'alcootest se caractérise par son usage facile, rapide et précis, a ajouté M. Bendali, précisant qu'il suffit de passer l'appareil sur le corps de l'automobiliste suspect pour voir le résultat s'afficher immédiatement sur l'écran. Il a ajouté que le conducteur pourra, en cas de

résultat négatif, quitter le point de contrôle sans perdre beaucoup de temps contrairement à l'ancien appareil qui nécessitait une prise de sang et des analyses, précisant qu'en cas de résultat positif, le véhicule sera immédiatement immobilisé afin d'éviter de graves accidents, d'autant a-t-il dit que le facteur humain demeure la première cause des accidents. L'utilisation sur le terrain de ce nouvel appareil lors des constats d'accidents de la circulation, facilitera les procédures légales à travers une impression directe des résultats qui seront joints au procès-verbal de constat transmis aux autorités judiciaires

compétentes, a précisé le commandant Bendali. Par ailleurs, le commandant Bendali a indiqué que les unités de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale, vont recourir pour la première fois au «Drug test» qui permet de déterminer le type de drogues et de comprimés psychotropes à travers l'analyse de la salive, ajoutant qu'il sera utilisé au niveau des trois unités de l'Escadron de la sécurité routière dans la wilaya d'Alger (El Harrach-Réghaïa-Zéralda), en attendant sa généralisation au niveau national, dès la fin de la formation des cadres spécialisés en la matière.

Samia O.

Filières économiques à valeur ajoutée en Algérie

La Banque mondiale mène une étude

■ La Banque mondiale (BM) mène une étude visant à définir les filières économiques dont l'Algérie possède des avantages comparatifs, afin de promouvoir l'exportation dans ces filières, a indiqué à Alger la directrice du département Maghreb et Malte, Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Banque mondiale, Marie-Françoise Marie-Nelly.

Par Assia D.

«Le groupe de la BM travaille actuellement avec le gouvernement algérien sur l'examen de quelques filières où le pays à un avantage comme l'huile d'olive, le liège, le cuir. L'objectif est d'améliorer la valeur ajoutée de ces produits et de les positionner sur le marché domestique et international», a déclaré M^{me} Marie-Nelly à l'issue d'une rencontre avec le président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), Ali Haddad. Des analyses sur l'industrie de transformation sont également en cours d'élaboration par la BM afin d'accompagner son développement avec des «interventions beaucoup plus précises», a-t-elle ajouté. M^{me} Marie-Nelly a annoncé par ailleurs la tenue d'une conférence régionale qui sera organisée à Alger au mois de mars avec l'appui de la BM sur la nouvelle économie pour les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord avec la participation des jeunes entrepreneurs et des experts internationaux. Cette conférence sera consacrée notamment à l'innovation et au développement des startups, a-t-elle précisé. La responsable a souligné par



PH/D. R.

ailleurs le rôle du secteur privé algérien dans la diversification des sources de création d'emploi et de richesse, en mettant en exergue l'importance d'un partenariat entre les deux secteurs privé et public. «Ce sont les opé-

rateurs privés qui connaissent mieux les contraintes de l'entreprise et qui peuvent donc aider l'administration à prendre des mesures qui vont fluidifier les circuits administratifs et les accès aux financements», a noté

M^{me} Marie-Nelly. A ce titre, elle s'est félicitée du partenariat lancé entre la BM et le FCE visant à accompagner cette organisation patronale dans le processus du développement des entreprises algériennes, de la promotion de

l'exportation et de l'amélioration du climat des affaires dans le pays. Dans le cadre de sa visite de travail en Algérie, M^{me} Marie-Nelly avait été reçue lundi par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia. Elle a été également reçue mardi par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, avec qui elle a abordé les perspectives de coopération avec les deux institutions BIRD et SFI, filiales de la BM, dont les actions à mener doivent s'inscrire dans le cadre des évolutions économiques récentes du pays. Lors de cette rencontre, les représentants de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et la Société financière internationale (SFI), ont réaffirmé la disponibilité de leur institution respective à continuer d'accompagner l'Algérie dans son programme de développement. Elle s'est entretenue également avec le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssif de la coopération bilatérale notamment dans le secteur industriel, avec la disponibilité de la renforcer davantage à l'avenir.

A. D./APS

Transition post-Brexit

L'UE pourrait sanctionner Londres en cas d'écart

L'Union européenne (UE) sanctionnerait le Royaume-Uni si ce dernier ne se soumettait pas aux règles communes de l'UE pendant la période de transition qui suivra le Brexit, selon un projet de texte validé par les 27 autres Etats membres et révélé mardi par une source européenne. Il est prévu qu'au cours des 21 mois de transition suivant sa sortie effective de l'UE, le 29 mars 2019, le Royaume-Uni se conforme aux lois et règlements européens, au risque d'offrir l'image d'un «Etat vassal» de l'Union selon les Britanniques les plus eurosceptiques. Le dernier projet d'accord entre les 27 sur les modalités de cette transition prévoit que le bloc euro-

péen puisse couper l'accès du Royaume-Uni au marché unique en cas de non respect des règles, cela dans l'hypothèse où le temps manquerait pour porter le litige devant la justice européenne. La clause prévoyant des sanctions – incluse dans le projet d'accord que la Commission européenne doit dévoiler mercredi – a été ajoutée à l'occasion de la reprise des négociations mardi à Bruxelles. Le texte évoque «un mécanisme permettant à l'Union de suspendre certains bénéfices pour le Royaume-Uni découlant de sa participation au marché unique», a indiqué à la presse une source européenne. Demeurer dans le marché unique permettra au Royaume-

Uni de continuer à faire du commerce sans barrières ni contrôles douaniers pendant la transition, tandis que les citoyens britanniques pourront continuer de vivre et travailler dans n'importe quel autre Etat de l'UE. Les sanctions n'interviendraient que dans l'hypothèse où «porter le cas devant la Cour de justice de l'Union européenne n'apporterait pas le remède nécessaire dans un délai approprié», a précisé la source européenne citant le texte. Londres et Bruxelles, qui avaient conclu en décembre un accord préliminaire sur leur divorce, doivent désormais s'entendre sur la période de transition post-Brexit et la future relation qui unira les deux par-

ties. Le 29 janvier, l'UE avait fait part de sa position pour négocier la phase de transition post-Brexit souhaitée par le Royaume-Uni. Les 27 pays qui resteront dans l'UE ont approuvé le principe d'une transition «*statu quo*», mais sans que Londres ait le pouvoir d'intervenir dans les décisions de l'Union. Cette période de transition continue de déchirer le Parti conservateur de la Première ministre britannique Theresa May. Des députés pro-Brexit craignent notamment que le Royaume-Uni, qui continuera à respecter les règles européennes pendant cette période sans avoir son mot à dire, devienne un «Etat vassal» de l'Union. **Aymen N./agences**

Changes

L'euro en léger recul face au dollar

L'euro perdait un peu de sa valeur face au dollar hier, sur un marché prônant la prudence successivement à les fortes turbulences ayant caractérisé les grandes places financières mondiales en début de semaine. En fin de matinée, l'euro valait 1,2352 dollar contre 1,2376 dollar mardi soir. La monnaie unique européenne perdait également du terrain face à la devise japonaise, à 134,71 yens pour un euro contre 135,57 yens mardi soir. Le billet vert aussi baissait face à la monnaie nipponne, à 109,07 yens pour un dollar contre 109,54 yens la veille. «L'aversion au risque s'est un peu atténuée sur les dernières 24 heures,

et les monnaies ont un peu repris leur souffle», mais il reste à savoir si «cette quête de sécurité des investisseurs est terminée», a commenté un analyste. Les Bourses américaines, saisies d'un mouvement de panique après plusieurs mois d'euphorie boursière, ont en effet dégringolé lundi, provoquant un effet domino sur les marchés asiatiques et européens et entraînant un afflux d'investisseurs vers les actifs jugés moins risqués comme la devise américaine. Les indices américains ont effacé mardi une partie de leurs pertes de la veille mais la prudence restait de mise. Les raisons qui ont déclenché ces violents

mouvements sur les marchés d'actions et entraîné un renchérissement du dollar sont «clairement la hausse des rendements des obligations américaines et les craintes des investisseurs de voir une inflation plus élevée déclencher plus de hausse des taux d'intérêt de la Fed (Réserve fédérale américaine) – ce qui a toujours un impact négatif sur les actions – et aucune des deux ne devrait disparaître de sitôt», a prévenu ce même analyste. Ainsi, «la volatilité devrait rester élevée sur les marchés cette semaine et avec un agenda économique peu fourni mercredi, les devises devraient continuer à trouver leur direction du côté

des marchés actions», a-t-il poursuivi. Au cours de la matinée de mercredi, la livre britannique se stabilisait face à la monnaie unique européenne, à 88,73 pence pour un euro, et montait face au billet vert, à 1,3918 dollar pour une livre. La devise suisse progressait se stabilisait face à l'euro, à 1,1585 franc suisse pour un euro, et montait face à la devise américaine, à 0,9379 franc pour un dollar. La monnaie chinoise s'appréciait fortement face au billet vert, à 6,2653 yuans pour un dollar – évoluant à des niveaux plus vus depuis août 2015 – contre 6,2907 yuans mardi après-midi.

R.E.

Aïn Defla

Attribution de 360 logements au niveau de 4 communes

■ Au total, 360 logements dont 200 sociaux locatifs et 170 autres de type promotionnel aidé (LPA) ont été attribués à Aïn Defla. S'agissant des logements sociaux locatifs, l'opération d'attribution a concerné 140 logements à Miliana et 50 autres à Hassania alors que pour le segment LPA, l'opération a porté sur 150 unités à Sidi Lakhdar et 20 autres à Aïn Benian.

Par Lyes B.



Une cérémonie a été organisée à cette occasion dans une ambiance festive en présence des familles des heureux bénéficiaires et des autorités locales de la wilaya à leur tête le wali, Benyoucef Azziz. Intervenant à l'occasion, le wali de Aïn Defla a indiqué que l'opération d'attribution touchera, dans les jours qui viennent, d'autres communes de la wilaya, invitant les citoyens à faire preuve de patience et à ne pas perturber la sérénité des commissions de daïra chargées de

déterminer les listes des bénéficiaires. «Il est on ne peut plus légitime que le citoyen fasse preuve d'impatience, mais se regrouper de façon périodique à proximité des sièges de daïra est de nature à perturber la sérénité des commissions chargées de déterminer les listes des bénéficiaires de logements», a-t-il observé. «Le fait que des clés de logements ont été remises à leurs bénéficiaires issus de 4 communes de la wilaya en une journée atteste du souci de l'Etat à prendre en charge la question du logement dont l'importance n'échappe à personne», a-t-il ajouté dans ce contexte.

S'attardant sur le logement de type LPA, le wali de Aïn Defla a fait part du lancement prochain d'un programme de réalisation de 1 500 unités à travers la wilaya, faisant part du recensement des assiettes de terrain susceptibles d'abriter les projets y afférent. Tout en notant que la nouveauté dans le LPA réside, cette année, dans le fait que le standing des logements varie du F2 au F5, il a mis l'accent sur l'aspect qualitatif qui doit être à la hauteur des attentes des futurs bénéficiaires, rappelant que ces derniers payent plus des deux tiers du montant du logement.

Abordant, par ailleurs, la question du logement de type rural, Benyoucef Aziz a fait part de 1 000 aides octroyées récemment à la wilaya, dévoilant l'existence d'un nouveau programme relatif à ce segment que la tutelle devrait officialiser prochainement. Il a, en outre, invité les citoyens de la wilaya, détenteurs de lots de terrains et qui souhaitent bénéficier d'une aide destinées à ce type d'habitation, à se rapprocher des services de l'APC pour formuler leur demande afin, a-t-il dit, d'activer les procédures se rapportant à l'octroi de l'aide.

Cet appel concerne également les citoyens ne disposant pas de documents attestant d'une quelconque propriété foncière, a-t-il fait remarquer, précisant qu'une fois toutes les demandes réceptionnées, il sera procédé à la prospection des assiettes de terrain susceptibles d'abriter les projets en question.

L. B./APS

Tizi-Ouzou

Formation sur la surveillance de résidus et de contaminants dans les aliments

Une formation régionale sur la surveillance des résidus et de contaminants dans les aliments pour la protection du consommateur et l'exportation se déroule à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS) de Tizi-Ouzou. Cette formation organisée du 4 au 7 février au profit de responsables techniques locaux (RTL) des wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira, Boumerdes, Bordj Bou Arreridj, Béjaïa, M'sila et Biskra, est assurée par deux responsables technico-locaux du Programme algérien de surveillance de résidus de médicaments vétérinaires et de contaminants dans les aliments (PASCRA), l'inspecteur vétérinaire principal à la direction des services agricoles (DSA) de Tizi-Ouzou, également responsable de la pharmacovigilance, Djenane Mohamed et son collègue, l'inspecteur vétérinaire de la DSA de Bouira,

Benargoub Abdelkader. Le double objectif du PASCRA qui vise à renforcer les compétences des services vétérinaires algériens dans certains domaines de contrôle vétérinaire, est d'assurer la sécurité sanitaire des aliments pour protéger le consommateur et la valorisation des produits algériens à l'exportation, a indiqué à l'APS Dr. Djenane qui a précisé que la recherche de contaminants et résidus de médicaments concernera trois produits qui sont les viandes blanches, le miel et les œufs. Les D^r Benargoub et Djenane ont précisé que la finalité de cette formation qui compte une partie théorique et une autre pratique portant sur des démonstrations pour faire des prélèvements sur les trois produits ciblés, est de chercher des résidus de médicaments dont des antibiotiques qu'on pourrait retrouver dans le produit destiné à la consommation lorsque les délais d'at-

tente avant l'abattage ne sont pas respectés, et de substances interdites (tels que les hormones de croissance et les composés organochlorés) et qui pourraient avoir un impact négatif sur la santé du consommateur. Les RTL formés à Tizi-Ouzou vont, à leur tour, assurer des formations au profit des contrôleurs officiels (CO) au niveau de leurs wilayas, a souligné le Dr Benargoub qui a précisé que quelque 500 Contrôleurs officiels seront formés à l'échelle nationale en prévision du lancement effectif du PASCRA, prévu pour bientôt. Ces deux formateurs ont indiqué que des prélèvements ont été effectués, en 2016, dans leurs wilayas respectives à raison de 77 sur les viandes blanches à Tizi-Ouzou et 20 sur les œufs à Bouira. Les résultats des analyses ont été négatifs, aucun résidu ou contaminant n'ayant été retrouvé sur les échantillons, ont-ils rassuré. Hocine A.

Oran

Nouvelle zone d'activités dans la commune de Boutlélis

La commune de Boutlélis (Oran) vient d'être renforcée récemment d'une nouvelle zone d'activités de 80 ha devant conférer une valeur ajoutée à l'économie locale, a-t-on appris de la chef de la daïra. «Cette zone, extensible à 120 ha, compte 76 lots dont 50 % de la surface globale ont été attribués aux investisseurs qui ont déposé des permis de construire avant d'entamer prochainement les travaux de leurs projets», a indiqué Farouani Fatima. Cette zone est destinée aux industries chimiques et pharmaceutiques ainsi que de transformation. Elle générera de nombreux emplois aux jeunes de la région et contribuera à améliorer la fiscalité de la daïra. Dans ce contexte, trois investisseurs de la communauté nationale établie à l'étranger ont été reçus dernièrement et présenté leur projet de créer des unités de textiles et de production de vêtements de marques

mondiales, en partenariat avec une entreprise portugaise spécialisée dans ce domaine, a déclaré M^{me} Farouani. Par ailleurs, la commune de Misserghine, relevant de la daïra de Boutlélis, a bénéficié d'une autre zone d'activités, au lieu-dit Le Rocher s'étendant sur une

surface de 45 ha. Le site doit donner une nouvelle dynamique économique à la région par la réalisation d'unités industrielles et la création de la richesse et de l'emploi, a ajouté la chef de la daïra. Pour rappel, Misserghine dispose actuellement de deux zones d'activités de 20 et 14 ha

abritant 28 unités industrielles privées et versées les domaines de la menuiserie aluminium, de la production d'œufs, du plastique, des chaussures, des eaux minérales et autres. Ces unités ont contribué à créer 150 emplois aux jeunes de la région. La chef de la daïra a estimé que

ce genre de projets permettront de redynamiser les recettes du trésor des communes de Boutlélis, Misserghine et El Kerma à travers le lancement de projets devant satisfaire les besoins de s citoyens et améliorer leur cadre de vie.

T. K.

Mostaganem

Plus de 1 million de m³ d'eau déversés du barrage de Oued Chellif

Plus d'un million de m³ d'eau du barrage de Oued Chellif, dans la wilaya de Mostaganem, ont été lâchés jusqu'à mardi, a-t-on appris du directeur de wilaya des ressources en eau. Les lâchers d'eau ont été effectués progressivement, depuis une semaine, pour éviter une montée de l'oued Chellif, au niveau des zones de Hachachta, Hachachta Amour, Sidi Belattar et Aizeb, après que les stocks du barrage, situé à Béni Yefren, aient atteint 100 pour cent (50 millions m³) selon M. Moussa Lebga. Les pluies enregistrées la semaine dernière (27,7 mm) et cette semaine (24 mm) ont contribué au rem-

plissage des trois barrages qui sont Chellif, Kerada et Kramis à un taux de cent pour cent soit 147 millions de m³, ce qui devra assurer à la zone Est de la wilaya de Mostaganem, de l'eau durant les trois prochaines années. Par ailleurs, les éléments de protection civile ont effectué, ces 24 heures, quelque 65 interventions liées aux intempéries à travers le territoire de la wilaya, a indiqué le lieutenant-colonel Mohammed Ourari. La même source a indiqué que des unités de la protection civile sont intervenues, mardi matin, pour secourir des passagers d'un bus, bloqué par les eaux et la boue le CW n° 60, reliant Sidi Belattar et

Mostaganem. D'autre part, trois accidents de la circulation ont été enregistrés lundi, faisant six blessés aux douars de Belhadri à Ain Tédèles (RN 90), le village de Ouled Hadj à Benabdelmalek Ramdane (chemin vicinal) et au petit port de Sidi Lakhdar (CW 42) suite au glissement et dérapage des véhicules à cause des fortes précipitations de pluie et de grêle. Les zones de Hadjadj, Benabdelmalek Ramdan, Aïn Tédèles, Sour et Achaacha à l'Est et au Sud de Mostaganem ont enregistré, vendredi dernier, de fortes précipitations qui ont inondé les champs et les vergers, rappelé-t-on.

R. R.



Sahara occidental

Les accords entre l'UE et le Maroc sont en «violation» du droit international

■ Les accords commerciaux entre le Maroc et l'Union européenne (UE) sont en «violation» du droit international, a affirmé la députée travailliste, Judith Commins, exhortant le Parlement de son pays à rejeter de tels accords.

Par Sara H.

Lors d'un débat parlementaire sur la loi de commerce britannique, M^{me} Commins a évoqué les accords entre l'UE et le Maroc, affirmant qu'ils sont «un mauvais exemple à suivre pour avoir violé le droit international en impliquant un territoire colonisé». Elle a blâmé l'UE, lui reprochant d'avoir bafoué le principe du respect du droit international en ayant accepté de s'impliquer dans l'exploitation illégale des ressources qui reviennent de droit au peuple du Sahara Occidental. La députée travailliste a rappelé que la Cour de justice européenne (CJUE) a jugé dans sa décision du 21 décembre 2016, que les accords d'association et de libéralisation établis entre l'UE et le Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental en raison de son statut spécifique garanti par la charte des Nations unies. «Cette décision signifie clairement que le Maroc n'a pas le droit de négocier un accord de pêche avec l'UE qui inclut les eaux territoriales du Sahara occidental occupé et ne fait que confirmer le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination affirmé par l'ONU», a-t-elle relevé devant le Comité parlementaire des projets de lois. Mme Commins a regretté que le peuple du Sahara occidental est toujours sous le l'occupation marocaine qui dure depuis quatre décennies. Elle a par ailleurs, exhorté le Parlement de Westminster de ne jamais approuver des accords commerciaux avec un quelconque partenaire sans examiner leur compatibilité avec le droit international



R. A. D. Z.

et les engagements pris dans les traités relatifs aux droits de l'homme. «Tout accord conclu avec les partenaires du Royaume Uni doit se faire sur la base des principes nobles des droits de l'homme mais pas seulement. Nos accords commerciaux internationaux doivent être en conformité avec le droit international humanitaire, qui est la loi qui régit la situation de guerre et de conflits», a-t-elle dit. «Le Royaume-Uni devrait rejeter tout accord avec un partenaire commercial qui pourrait violer ce pilier délicat de l'ordre public», a-t-elle encore soutenu, ajoutant que Londres, «ne devrait pas être entraîné vers un tel piège». A noter que le Royaume-Uni devrait quitter l'UE en mars 2019. Il envisage déjà de conclure des accords bilatéraux avec le reste des pays du monde. A rappeler qu'une ONG britannique solidaire avec le Sahara occidental, Western Sahara Campaign (WSC-UK) poursuit actuellement le gouvernement britannique devant la Cour européenne pour

son implication dans le commerce illégal avec le Maroc dans le cadre des accords entre Rabat et l'UE. M^{me} Commins a relevé à cet égard, que le 10 janvier passé, l'avocat général de la CJUE a déclaré invalide l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc en raison de son incompatibilité avec le droit international humanitaire.

Le président Ghali procède à un remaniement ministériel

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali a promulgué un décret présidentiel portant remaniement au sein du gouvernement, en vertu des prérogatives que lui confère la Constitution. Le président Ghali a procédé par décret présidentiel et en vertu des prérogatives que lui confère la constitution de la RASD, à la nomination de M. Bechraya Hamoudi Beyoun, ministre de l'Education et de

l'Enseignement, et M. Bachir Mostafa, ministre des territoires occupés et de la communauté sahraouie à l'étranger, outre la désignation de M. Mohamed Mouloud Mohamed Fadel, ministre auprès de la présidence chargé de la promotion de l'administration. Le président sahraoui a également nommé dimanche, Mohamed El Ouali Akik au poste de Premier ministre. Mohamed El Ouali Akik est l'un des premiers militants à avoir rejoint les rangs du Front Polisario. Diplômé de l'Académie militaire interarmes de Chershell, il a occupé plusieurs postes administratifs et militaires au sein du Front Polisario et dans les institutions de l'Etat sahraoui. Il était membre fondateur de la Branche Secrète de l'Organisation politique à El Aâyoune occupée et un de ses chefs durant la période coloniale espagnole. Mohamed El Ouali Akik était ministre des Territoires occupés et de la communauté sahraouie à l'étranger.

S.H./APS

Crise libyenne

L'ONU lance un appel aux pays donateurs pour ne pas oublier l'impact humanitaire

La Coordinatrice humanitaire de l'ONU en Libye, Maria do Valle Ribeiro, a insisté une nouvelle fois sur le sort des populations libyennes qui souffrent toujours d'un climat de violence, lançant un appel de fonds, selon un communiqué de l'ONU. Mme Ribeiro qui a rencontré, lundi au Palais des Nations en Suisse, les représentants des pays donateurs, a attiré l'attention sur «les difficultés rencontrées par les Libyens pour subvenir à leurs besoins fondamentaux». En lançant un appel de fonds d'un montant de 313 millions de dollars pour aider 940 000 personnes en Libye, «notre message fondamental aux pays donateurs, c'est de ne pas oublier l'impact humanitaire de la crise en Libye et d'être prêt à soutenir les efforts de la communauté humanitaire», a déclaré M^{me} do Valle Ribeiro. Si les fonds demandés aideront à renforcer les capacités des familles à faire face aux

pressions liées à l'instabilité et au déclin économique, les organismes humanitaires notent qu'«il s'agit avant tout de venir en aide aux plus de 1,1 million de civils dans le besoin en Libye et qui doivent faire face à la détérioration des conditions de vie sur place». Pour la Coordinatrice humanitaire en Libye, l'urgence est d'assurer aux personnes déplacées, aux rapatriés, ainsi qu'aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile un accès aux services de base. Concernant ce groupe de «personnes vulnérables», M^{me} do Valle Ribeiro a indiqué qu'entre 400 000 et 500 000 migrants et réfugiés ont besoin d'une assistance humanitaire, «même s'il y a sûrement jusqu'à 800 000 à 900 000 migrants en Libye». En outre, il y a près de 181 000 déplacés internes en Libye et plus de 46 000 personnes enregistrées comme réfugiés ou demandeurs d'asile dans ce pays. Rien qu'en

janvier 2018, 1 609 réfugiés ont demandé la protection du HCR, notamment des demandeurs d'asile originaires du Soudan (43%), de l'Erythrée (30%), de Syrie (10%), d'Ethiopie (5%). Selon le HCR, les ressortissants syriens restent dans l'ensemble la plus importante communauté enregistrée auprès du HCR (48% - 22 313 personnes), suivie des Palestiniens (15% - 7 025 personnes) et des Erythréens (12% - 5 632 personnes). Pour tous les organismes humanitaires présents en Libye, l'accès demeure le principal problème à résoudre. «Du point de vue géographique, c'est un vaste pays et donc plus de logistique. La situation sécuritaire reste un défi qui fait que les humanitaires ne peuvent pas se rendre partout», a conclu M^{me} Maria do Valle Ribeiro.

Amel N. /agences

Maroc 49 000 chômeurs de plus en 2017, plus de 4 jeunes sur 10 touchés

LE TAUX de chômage a dépassé 10% en 2017 au Maroc, et atteint plus de 42% parmi les jeunes en milieu urbain, a indiqué l'organisme statistique du royaume dans une enquête, qui précise qu'avec une hausse de 49 000 personnes, enregistrée en totalité dans les villes, le nombre de chômeurs est passé de 1 167 000 à 1 216 000 personnes entre 2016 et 2017. «La situation du marché de travail en 2017 a été marquée par la persistance à la baisse des taux d'activité et d'emploi», précise la dernière note d'information du Haut commissariat au plan (HCP). La population en âge d'activité (15 ans et plus) a progressé à un rythme plus soutenu (+1,7%) que celui de la population active (+1,1%). Avec une hausse de 49 000 personnes, enregistrée en totalité dans les villes, le nombre de chômeurs est passé de 1 167 000 à 1 216 000 personnes entre 2016 et 2017. Le taux de chômage s'est ainsi accru de 9,9% à 10,2% (soit près d'1,2 million de chômeurs à l'échelle nationale), enregistrant une hausse de 14,2% à 14,7% en milieu urbain et il touche principalement les jeunes âgés de 15 à 24 ans: dans cette catégorie, il culmine à 42,8%, soit une hausse d'un point en un an, selon l'enquête menée sur un échantillon de 90.000 ménages. Le taux de chômage a en outre enregistré une stagnation à 4% en milieu rural. Les taux de chômage les plus élevés sont enregistrés principalement parmi les femmes (14,7% contre 8,8% chez les hommes), les jeunes âgés de 15 à 24 ans (26,5% contre 7,7% parmi les personnes âgées de 25 ans et plus) et les détenteurs d'un diplôme (17,9% contre 3,8% parmi les personnes n'ayant aucun diplôme). Les médias marocains tirent régulièrement le signal d'alarme sur ce chômage particulièrement élevé chez les jeunes, qualifié de «bombe à retardement» pour ce pays de 35 millions d'habitants.

La question est au centre des préoccupations sociales et donne parfois lieu à des manifestations pour réclamer de l'emploi, notamment chez les diplômés chômeurs, qui pâtissent de la dégradation du système éducatif. Les Jeunes représentent plus d'un tiers de la population marocaine. Le Fonds monétaire international (FMI) a appelé, en janvier dernier, les autorités du royaume à «réduire les niveaux toujours élevés de chômage, notamment chez les jeunes». Une question à prendre «très au sérieux», avait auparavant prévenu la Banque mondiale (BM). R.M.

Peugeot

Nouvelle 308 en mode BVA8

Page animée par Ali Zidane

Peugeot poursuit son offensive technologique sur le premier semestre 2018. La nouvelle Peugeot 308 généralise l'accès à sa boîte de vitesses automatique à 8 rapports de dernière génération sur les motorisations PureTech 130 S&S et BlueHDi 130 S&S. Inédit pour la marque, la version Peugeot 308 GT adopte une puissante motorisation avec le PureTech 225 S&S EAT8.

Déjà reconnues pour l'excellent compromis confort/comportement de leurs liaisons au sol, ces nouvelles versions de la Peugeot 308 dispensent un plaisir de conduite et des sensations encore plus intenses. EAT8 à commande Shift and Park by wire : pour plus de sensations et d'efficacité.

Développée en collaboration avec le spécialiste japonais Aisin et auparavant réservée à la nouvelle Peugeot 308 GT BlueHDi 180 S&S, la boîte de vitesses automatique EAT8 est désormais disponible sur les motorisations



BlueHDi 130 S&S, PureTech 130 S&S et PureTech 225 S&S. Dédiée aux motorisations €6. Cette nouvelle génération de boîtes permet de réduire la consommation jusqu'à 7% par rapport l'EAT6.

La nouvelle mise au point de la boîte EAT8 dispense un confort d'utilisation et un agrément de passage des vitesses d'exception. Le convertisseur de couple assoupli procure un réel agrément de conduite à toutes les allures. Déjà vendue à plus de 180 000 exemplaires sur les Peugeot 3008 et 5008, la commande de boîte de vitesses auto-

matique Shift and Park by wire se montre intuitive, fluide et ergonomique. De série, les palettes au volant permettent de changer ponctuellement de rapports de façon manuelle sans perdre la fonction automatique. Pour plus de sécurité, la fonction Park s'engage automatiquement à la coupure du moteur.

Cette nouvelle boîte de vitesses EAT8 est simple d'entretien puisqu'aucune intervention ou vidange n'est nécessaire dans le plan de maintenance. Son huile à basse viscosité est garantie pendant toute la durée de vie du véhicule.

BMW

Prochainement une «M» série 2 Gran Coupé



Le constructeur allemand BMW prépare activement une Série 2 Gran Coupé à laquelle il offrira une variante sportive badgée «M». On le sait, BMW prépare une Série 2 Gran Coupé pour 2019 ou 2020. Déjà aperçue en phase de tests, cette nouvelle berline quatre portes viendra se positionner sous la Série 3 et sera une rivale toute désignée pour la prochaine Mercedes CLA. Cerise sur le gâteau, sa gamme sera chapeauté par une version M ! Selon nos confrères d'Autocar, cette déclinaison sportive devrait

accueillir sous son capot le 6 cylindres 3.0L de la M2 Coupé. Cela lui permettra de développer une puissance de 370 chevaux qui sera envoyée aux roues arrière via une boîte manuelle à 6 vitesses ou une boîte double embrayage à sept rapports. Des performances proches d'une M2 Coupé. La BMW M2 Gran Coupé devrait ainsi revendiquer des performances proches d'une M2 Coupé, laquelle annonce un 0 à 100 km/h en 4,5 secondes (4,3 secondes avec la transmission DKG7) et une vitesse de pointe limitée à 250 km/h.

Sous-traitance automobile

Bomare Company fournira des cartes électroniques

Bomare Company se lancera cette année 2018 dans la sous-traitance automobile à travers la fourniture de cartes électroniques. «Nous avons déjà acquis l'équipement et nous sommes en cours d'homologation», a indiqué le patron de l'entreprise Ali Boumediene au quotidien «El Watan». C'est ainsi que l'opérateur entend apporter sa pierre à l'énorme édifice de la sous-traitance automobile auquel s'adonnent le gouvernement et nombre de concessionnaires. Les investissements de Bomare Company dans l'usinage des cartes électroniques ont amené, poursuit le quotidien, d'autres poids lourds des transports à solliciter sa technologie. L'entreprise de Ali Boumediene va également équiper des rames en cartes électroniques. Elle est d'ores et déjà certifiée pour sous-traiter la fabrication de la carte électronique qui doit équiper les rames destinées au marché algérien.

Les marchés extérieurs dans le viseur

C'est ainsi que Bomare Company veut accélérer dans sa transformation, en s'investissant davantage dans l'intégration. Mais pas seulement. Les prochaines années seront marquées par un retour franc à l'exportation, par le positionnement des produits de la marque sur les marchés internationaux, ainsi que par une amélioration nette des scores en matière d'intégration et de production.

Groupe Renault

Renault Algérie

Fuite des photos de la Clio IV «MIB»

Encore une fois, des photos qui ont fuité sur la page Facebook de «Marché automobile Alger», montre clairement que la nouvelle Renault Clio 4 made in bladi est fin prête. Celle qui devait être lancée en septembre 2017, puis décembre, puis janvier 2018 devra l'être selon toute vraisemblance au mois de mars prochain, indique le site web spécialisé dans l'information automobile autojazzair.com. La Clio 4 sera le troisième modèle assemblé au niveau de l'usine de Oued Tillet, sera dotée d'une panoplie d'équipements de sécurité et d'aide à la conduite, tels que ABS avec assistance au freinage d'urgence,



le système de contrôle de trajectoire (ESP), le système anti-patinage (ASR). La version musclée ou la GT-line sera équipée de plusieurs airbags, frontaux et latéraux pour le conduc-

teur et les passagers. Cette nouvelle venue dans le groupe Renault Algérie sera dotée de deux motorisations, le tout nouveau moteur TCE en essence et le DCI en diesel.

Nouveauté

Mercedes dévoile la 4^e génération de sa Classe A

Mercedes dévoile enfin la quatrième génération de sa Classe A. Ce cru 2018 est la seconde mouture à apparaître sous les traits d'une berline compacte classique. Elle prendra la relève en juin 2018 de l'actuelle Classe A lancée en septembre 2012, puis restylée en septembre 2015. Un modèle qui a parfaitement réussi son entrée sur un segment où, jusqu'à son arrivée, l'Audi A3 et la BMW Série 1 se partageaient la clientèle premium.

Consicent de l'évolution intérieure de sa Classe A, Mercedes en a dévoilé le mobilier dès la fin novembre 2017. La planche de bord innove par un bloc d'instrumentation 100 % numérique qui est dépourvu de la traditionnelle casquette. Cet agen-

cement évoque immédiatement celui de la Mercedes Classe S avec un dispositif articulé autour de deux écrans juxtaposés.

Au lancement, la nouvelle Mercedes Classe A sera proposée avec deux moteurs essence. Le premier porte le code interne M 282 et correspond à un quatre cylindre 1.4. Disponible sur la Classe A 200 (163 ch et 250 Nm), ce bloc a été développé par Renault dans le cadre du partenariat avec Daimler et équipe déjà le Renault Scénic 4. Parmi les nombreuses nouveautés, il inaugure le système de coupure des cylindres (2^e et 3^e cylindres) pour réduire la consommation.

Le second (M 260) est un quatre cylindres 2 litres qui équipera la Classe A 250 (224 ch et 350 Nm). Conçu sur la base de l'ancien 2.0 (M270), il se distingue par un calage variable des soupapes Camtronic. En diesel, la Classe A 180 d inaugure l'OM 608 qui n'est autre que le nouveau 1.5 dCi de Renault, équipé du système de catalysation SCR. Il développe 116 ch pour une valeur de couple de 260 Nm. L'entrée de gamme essence est proposée avec une boîte de vitesses manuelle à six rapports et la boîte automatique 7G-DCT à double embrayage et sept rapports.

Un nouveau Crossover coupé en gestation



Renault va commercialiser un nouveau Crossover coupé situé au-dessus du Kaptur dans la gamme dédiée au marché russe. Selon certaines informations, le constructeur automobile français Renault va étendre sa présence sur le marché russe avec un nouveau Crossover coupé. Le modèle, qui repose sur la plateforme du Renault/Dacia Duster, est censé arriver en fin d'année, après une révélation officielle sur le salon

automobile de Moscou (31 août au 9 septembre 2018).

Il serait assemblé sur le site de production de la marque, à Moscou, et serait situé juste au-dessus du Kaptur (photo) dans la gamme. Rappelons qu'outre quelques modifications esthétiques par rapport au Captur, le modèle russe dispose de la transmission intégrale. Le nouveau venu reposant sur la plateforme du Duster en sera également équipé.



Allemagne

Angela Merkel pose les jalons d'un quatrième mandat

■ Angela Merkel a posé hier les jalons d'un quatrième mandat de chancelière en Allemagne grâce à un accord de gouvernement conclu dans la douleur entre son parti conservateur et les sociaux-démocrates, qui obtiennent des postes ministériels clés.

Par Rosa C.

«**N**ous avons un contrat de coalition» entre les démocrates-chrétiens (CDU/CSU) et les sociaux-démocrates du SPD, a annoncé le ministre des Finances et ministre de la Chancellerie, Peter Altmaier, à l'issue d'un dernier round de 24 heures de tractations sans interruption à Berlin. «Nous sommes satisfaits», a indiqué de son côté Alexander Dobrindt, l'un des principaux négociateurs de la CSU, précisant que les dirigeants des trois partis impliqués dans les négociations, dont Angela Merkel, devraient s'exprimer devant la presse ultérieurement. Face aux réticences du SPD à s'allier à nouveau avec les conservateurs, ces derniers ont dû faire de nombreuses concessions. Les

sociaux-démocrates obtiennent plusieurs ministères-clés, dont celui des Finances, a indiqué une source proche des discussions à l'AFP. Cela marque une rupture avec l'héritage du très orthodoxe Wolfgang Schäuble, conservateur et titulaire du poste pendant huit ans jusqu'à fin 2017. Ce ministère devrait revenir à Olaf Scholz, maire de la deuxième ville du pays, Hambourg et figure respectée au sein du SPD, selon les médias. L'ancien président du Parlement européen et dirigeant social-démocrate, Martin Schulz, devrait quant à lui être appelé aux Affaires étrangères, selon les mêmes sources. Une volte-face pour celui qui fin 2017 proclamait encore qu'il ne participerait jamais à un gouvernement d'Angela Merkel. Du coup, selon plusieurs médias, il devrait quit-



AP/REUTERS

ter la présidence du SPD un an seulement après y avoir été élu. Le SPD pourra compter aussi sur les maroquins du Travail et des Affaires sociales, de l'Environnement et des affaires familiales. La CSU, l'aile la plus à droite de la famille politique d'Angela Merkel, devrait récupérer le ministère de l'Intérieur. Un gage à l'adresse de l'électorat le plus conservateur. Ce parti n'a cessé depuis deux ans de dénoncer la politique migratoire généreuse de la chancelière. Angela Merkel n'avait plus droit à l'erreur pour rester au pouvoir. Les élections législatives de septembre, marquées par un repli des partis traditionnels et une

percée de l'extrême droite, n'ont pas permis de dégager une majorité claire à la chambre des députés. Après un premier échec pour former une coalition hétéroclite avec les libéraux et les écologistes en novembre, la chancelière, réduite à gérer les affaires courantes depuis octobre et qui a vu son étoile pâlir sur la scène internationale, était dans l'obligation de s'entendre avec le SPD, avec qui elle discutait depuis début janvier. Les discussions ont longtemps buté sur le niveau des dépenses militaires mais surtout sur la réforme de l'assurance-maladie en Allemagne, pour réduire les inégalités entre médecine

publique et privée, et le marché du travail. Le projet de contrat de coalition, dont l'AFP a obtenu copie, prévoit que le prochain mandat de quatre ans de la chancelière soit placé sous le signe de la relance de l'Europe, au diapason des priorités du chef de l'État français Emmanuel Macron. Il accepte prudemment l'idée française d'un budget d'investissement pour la zone euro et d'une meilleure protection des pays membres face aux crises financières. Pour entamer son nouveau mandat à 63 ans, la chancelière devra encore franchir un obstacle de taille avec un vote prévu sur le contrat de coalition des quelque 460 000 militants du SPD, dont le résultat est attendu début mars. Et ils sont très divisés sur l'idée même d'une alliance avec la droite, au moment où leur parti ne cesse de plonger dans les sondages. Pour tenter d'amadouer ses militants, Martin Schulz a obtenu que l'accord de gouvernement inclue une clause de réévaluation au bout de deux ans, une manière de mettre Angela Merkel en sursis dès le début de son mandat. Un rejet du contrat de coalition mettrait la chancelière face à un choix difficile : former un instable gouvernement minoritaire ou accepter de nouvelles élections, deux scénarios inédits dans l'Allemagne d'après-guerre. R. C.



Points chauds

Retraite

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques années Nicolas Sarkozy, ancien président de la République française, était sévèrement critiqué par la gauche et plus particulièrement par le parti socialiste au pouvoir pour son retour en politique une année après son départ en retraite après sa défaite à l'élection présidentielle de 2012. Et ceux qui ne pointaient pas du doigt la nécessité d'un renouvellement des représentants politiques, fustigeaient Sarkozy pour son mandat qui avait été jalonné de scandales et de ratés. François Hollande, qui commençait à connaître quelques difficultés après une année à l'Élysée, lui-même avait déjà largement critiqué la candidature du président de droite à l'occasion de la présidentielle qu'il a jugé inappropriée après un mauvais mandat. Mais aujourd'hui, les choses ont changé et Hollande se retrouve de l'autre côté du miroir et semble, comme l'était son prédécesseur, prêt à un retour politique. En effet, l'ancien président français, qui s'est fait discret sur la scène médiatique ces dernières semaines, aurait l'intention de participer aux scrutins du congrès du PS. François Hollande aurait par ailleurs rencontré trois des quatre candidats à la tête du parti à la rose. Une source proche précise que ce n'est qu'à titre de consultation et que l'ancien locataire de l'Élysée «ne dira rien» quant à l'élection prochaine. Toutefois, ce dernier doit se mettre à jour de cotisation, démarche indispensable s'il veut pouvoir voter au congrès du Parti socialiste. Hollande ne l'aurait pas fait depuis son élection en 2012. Son adhésion dépendra donc de la décision de la direction du PS, car la date limite de paiement de cotisation était établie au 31 décembre dernier. Les 15 et 29 mars prochains, les adhérents du parti désigneront le prochain premier secrétaire du PS, qui succédera ainsi à Jean-Christophe Cambadélis. Quatre candidats sont en lice pour le poste : Stéphane Le Foll, Olivier Faure, Luc Carvounas et Emmanuel Maurel, le seul qui n'a pas rencontré François Hollande. La candidature de Delphine Batho, qui a déclaré qu'elle ne voterait pour aucun des candidats, avait quant à elle été rejetée. Si François Hollande s'est fait discret dans les médias ces derniers temps, c'est qu'il travaille d'arrache-pied à la rédaction de son livre. Son titre n'est pas encore décidé, mais l'ouvrage devrait paraître en avril prochain après la nomination du secrétaire du PS. Rare exception à la diète médiatique de l'ancien chef de l'État, l'inauguration de la mairie d'un quartier de Tulle, dont il fut maire de 2001 à 2008, les 2 et 3 février derniers. Mais avec la publication de son livre, les rendez-vous des promotions devraient faire réapparaître François Hollande sur la scène médiatique et ce dernier est connu pour ne jamais manqué de commenter l'actualité lorsque l'on lui demande. Reste à savoir toutefois si ce retour sera tel celui de Sarkozy, permanent, du moins jusqu'à ce que les électeurs le renvoient à sa retraite, ou si Hollande sera de ces personnalités qui apparaissent de temps en temps dans les médias pour donner leur avis sur la vie politique avant de retourner dans l'ombre. F. M.

Taiwan

Un séisme renverse des immeubles, au moins six morts

Des immeubles qui penchent, des rez-de-chaussée effondrés : les secouristes travaillaient d'arrache-pied hier dans la ville taïwanaise de Hualien pour retrouver des survivants après un séisme qui a fait au moins six morts et plus de 200 blessés. Les autorités ignorent pour l'instant le nombre d'habitants toujours disparus après le tremblement de terre de magnitude 6,4 qui a secoué mardi soir ce port pittoresque de la côte orientale, l'une des destinations touristiques les plus courues de Taiwan. Sous l'effet du séisme, les étages inférieurs d'un complexe résidentiel de 12 étages se sont écroulés sur eux-mêmes. Cet ensemble appelé Yun Tsui, qui abritait également un restaurant, des commerces et un hôtel, penchait dangereusement et c'est là que les secouristes ont longtemps concentré leurs efforts. Les pompiers ont indiqué que six personnes avaient péri dans toute la ville, mais que 88 personnes manquaient à l'appel à 14h00 (06h00 GMT). On ignore toutefois s'ils étaient pris au piège dans des débris ou se trouvaient ailleurs. Des dizaines de per-

sonnes ont été sauvées de l'édifice au moyen de cordes et d'échelles. Mais quatre cadavres ont aussi été retirés des débris, selon les pompiers. Les recherches ont été temporairement suspendues en fin d'après-midi de crainte que le bâtiment ne s'effondre totalement. Des ingénieurs s'efforçaient de consolider la structure avec des blocs de béton et des poutrelles d'acier. La présidente Tsai Ing-wen s'est rendue sur les lieux hier. «C'est un moment crucial pour les secours, notre première priorité est de sauver des vies», a-t-elle dit sur Facebook. Quatre grues mobiles ont été déployées pour tenter de soutenir la structure du bâtiment. Cinq autres bâtiments, y compris un hôpital et un hôtel, ont également été endommagés. Les routes étaient éventrées et recouvertes de débris. Bon nombre d'habitants n'osaient pas rentrer chez eux en raison des répliques. Selon un bilan officiel, 214 personnes ont été blessées, 117 ont été recueillies dans les immeubles endommagés, tandis que 830 personnes étaient réfugiées dans des abris. Près de 2 000 foyers

étaient privés d'électricité. Les premiers étages de l'hôtel Marshal ont été aplatis à la suite des secousses. «Les étages inférieurs se sont enfoncés dans le sol et j'ai vu la sauvetage de touristes paniqués», a déclaré à l'AFP un habitant, Blue Hsu. L'épicentre du séisme survenu mardi peu avant minuit (15h50 GMT) était situé à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Hualien, selon l'institut géologique américain USGS. Près de cent autres secousses de moindre importance avaient précédé le tremblement de terre dans la même région ces trois derniers jours. Il y a deux ans exactement, un séisme de magnitude identique avait fait plus de cent morts à Tainan, dans le sud-ouest de l'île. La plupart des victimes avaient péri dans l'effondrement d'un complexe résidentiel de 16 étages. Les normes de construction de l'ensemble avaient été remises en cause dans la foulée de la catastrophe. Cinq personnes ont été condamnées à cinq ans de prison dans cette affaire, dont deux architectes et un promoteur immobilier.



«Héliopolis», long métrage de Djaffar Guacème

Le premier tour de manivelle du film prévu en mars prochain

■ Le tournage du long métrage «Héliopolis» du réalisateur Djaffar Guacème débutera au mois de mars prochain, selon la directrice de production de la société Prod Art Film. Ce film revient sur un événement historique qui a marqué la guerre de Libération nationale. Il s'agit des massacres du 8 mai 1945 dont des Algériens étaient victimes en Algérie et en France.



Par Abia Selles

Un nouveau film algérien s'ajoute à la liste des films récents qui reviennent sur des événements tragiques vécus

durant la guerre de Libération nationale. Il s'agit du nouveau long métrage «Héliopolis» dont le tournage commencera au mois de mars prochain, selon la directrice de production de la société Prod Art Film.

Il s'agit d'un film du réalisateur Djaffar Guacème qui revient sur les massacres du 8 mai 1945. Cet événement tragique qui a marqué la mémoire populaire et collective est un point noir dans l'histoire de notre

pays. En effet, c'est un des événements qui témoignent de la cruauté du colonisateur et de la sauvagerie des événements vécus lors de cette période de l'histoire de l'Algérie.

En marge du casting organisé à Oran pour choisir les comédiens devant être distribués dans cette œuvre, Meriem Meftahi a indiqué que le premier tour de manivelle de ce film sera donné à Alger. Des scènes devront être également tournées à Tlemcen, Sidi Bel-Abbès et Ain Témouchent durant dix semaines. «Héliopolis», nom d'une ville près de Guelma, retrace durant deux heures les manifestations du peuple algérien réclamant son indépendance, le jour de la proclamation de la fin du deuxième conflit mondial et les massacres barbares de l'armée coloniale qui ont suivi ces manifestations à Guelma, Sétif, Kherrata et d'autres localités faisant 45 000 morts.

Le casting, organisé mardi à la salle de la cinémathèque d'Oran, vise à sélectionner les comédiens devant camper les différents rôles du film. Il sera prêt au début de l'année 2019, a souligné la directrice de produc-

tion de la société Prod Art Film. D'autres séances de casting ont eu lieu à Tlemcen, Ain Témouchent et Sidi Bel-Abbès, a rappelé Meriem Meftahi.

«Héliopolis» est la première œuvre cinématographique du réalisateur et producteur Djaffar Kacem, connu pour ses sitcoms et feuilletons comme «Djemai Family», «Kahouat Mimoune», «Achour El Acher» et «Mawed maa el qadar».

A. S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Sirius (139, Boulevard Krim-Belkacem, Témely, Alger) Jusqu'au 8 février :

Exposition de peinture et de photographies par l'artiste peintre Valentina Ghanem Pavlovskaya et la photographe Chafia Loudjici.

Seen Art Gallery (156, Lotissement El-Bina, Dély Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 25 février : Exposition intitulée «Hope in Darkness» de l'artiste Hacem Drici.

Librairie «L'arbre à dire» (48, Chemin Sidi-Yahia, Hydra, Alger)

Samedi 10 février à 16h : Conférence autour de «La connaissance de l'âme humaine dans le soufisme» par Mohamed ATB.

Salle El-Mouggag (Alger-Centre)

Samedi 10 mars à 19h30 : Concert de Marc Lavoine.

L'entrée est sur réservation (2 places maximum) à l'adresse : chansonfrancaisemarclavoine2018.alger@if-algerie.com Musée public national d'art moderne & contemporain d'Alger

Jusqu'au 5 mars : 1er Salon du dessin d'Alger intitulé «Dessinez vos dessins».

CAFÉ LITTÉRAIRE ET PHILOSOPHIQUE DE TIZI-OUZOU

Samedi 10 février à 13h30 : rencontre littéraire avec Amel El Mahdi et Lynda Chouiten. Librairie Média-Plus (32, rue Abane-Ramdane, Constantine) samedi 10 février de 14h à 17h :

rencontre-débat-signature avec Chahira Guerouabi, présidente de l'association culturelle El-Hachemi-Guerouabi, pour l'ouvrage Le Jasmin, les roses et le néant, écrit en collaboration avec Catherine Rossi et paru chez Casbah éditions. Opéra d'Alger Boualem-Bassaih (Ouled Fayet, Alger)

Vendredi 23 février à 18h : concert «Conexion» de flamenco-Jazz, par Chicuelo & Marco Mezquida.

«Min Foudhalaa Mintakate El Djelfa»

Un hommage à d'éminents hommes ayant marqué leur temps

Un ouvrage «Min Foudhalaa Mintakate El Djelfa» («Des hommes éminents de la région de Djelfa») vient d'être publié par la maison d'édition et de distribution Djelfa-Infos, dans une nouvelle mouture (4^e) revue et augmentée, mettant en exergue d'éminents hommes et savants ayant marqué de leur empreinte la société djelfie, particulièrement en matière d'enseignement du Coran et des sciences théologiques.

Ce livre, un hommage à nombre d'hommes éminents de Djelfa, est l'œuvre du chercheur et écrivain autodidacte Abou Mohamed Said Hermass, un enfant de la région qui a réalisé une compilation de témoignages oraux et écrits à travers 384 pages racontant le parcours, mais surtout les faits et

réalisations de 147 personnalités réputées.

Il s'agit de personnalités éminentes de la région de Djelfa ayant vécu durant la période s'étalant de 1861 jusqu'au début du 21^{ème} siècle, et forts réputés pour leur savoir dans les sciences religieuses et autres, mais surtout pour leur sagesse infinie, leur bonté, leur générosité et leur humanité, des valeurs qui ont perpétué leur souvenir dans les mémoires jusqu'à ce jour, qui en tant que bâtisseur d'une Zaouia, dont le rayonnement est toujours d'actualité, qui en tant qu'enseignants du Coran.

Ces hommes, qui font aujourd'hui la fierté de leurs enfants et arrière-petits-enfants, ont été cités dans le livre, dans un ordre alphabé-

tique, à l'exemple des Cheikhs Hachi Abderrahmane, Si Amar Mahfoudi, LKadi Cherak Ali, Si Abdelkader Chetti, et Salet El Djabitri (toujours en vie), pour ne citer que ceux-là.

C'est armé d'une belle réputation de chercheur clairvoyant et respectueux de ses aînés auprès des oulemas et universitaires de la région, que l'auteur de cet ouvrage, également employé dans le secteur de l'Education, a engagé une collecte minutieuse de toutes les informations disponibles sur les personnalités citées dans le livre, quelquefois même au prix de «longs déplacements et multiples voyages» a-t-il assuré, mais, pour lui, l'enjeu en valait la chandelle, le but visé étant «la préservation de la mémoire collective».

Mais ce n'est pas là toute la finalité du projet d'Abou Mohamed Said Hermass, car cet auteur autodidacte s'intéresse, également, à l'art de la traduction et aux traductions des oulemas et cheikhs du domaine, à l'exemple de l'Imam Adhahabi. Sachant que la première édition de «Min Foudhalaa Mintakate El Djelfa» comportait déjà des traductions de 121 personnalités éminentes de la région.

Une première édition que l'auteur, dans son désir de perfectionnement et d'enrichissement, a «revue et augmentée» par deux fois, avant d'arriver à cette 4^e édition, dans laquelle il a réuni les noms et parcours d'éminents spécialistes en traduction, ainsi que leur legs à la postérité pour ceux décédés, tout en incluant d'autres noms de personnalités encore vivantes.

Une seule constante réunit toutes les personnalités citées dans cet ouvrage, selon son auteur, qui affirme s'être fixé pour règle de ne nommer que des hommes dont l'apport a été prouvé dans l'un des domaines suivants : l'enseignement coranique, les écrits scientifiques et l'activisme dans le secteur des zaouias.

M. K.

Présentation de l'opérette «Chems el Ourouba» à Alger

Un accord de principe signé

UN «ACCORD de principe» a été donné pour une représentation, le 31 mars prochain, de l'opérette «Chems el Ourouba» de la fondation palestinienne «Lady of the Earth Foundation», a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Culture.

Le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi et le président

exécutif de la fondation, Kamal Houssaini, qui effectue une visite en Algérie en compagnie d'une délégation de sa fondation, ont convenu que l'Algérie sera le «premier» pays dans le monde arabe où sera jouée cette opérette à laquelle prennent part les «plus belles» voix arabes, et ce à l'occasion du Jour de la terre le

31 mars 2018.

La visite de Kamal Houssaini en Algérie a pour objectif de faire connaître les missions de la Fondation qui œuvre à diffuser l'image civilisationnelle et culturelle de la Palestine à travers le monde.

R. C.



Coup-franc direct

Rester lucide !

Par Mahfoud M.

Lattaquant de l'EN et du club anglais de Leicester City, Riad Mahrez, est dans une situation très difficile avec le transfert avorté lors de ce mercato d'hiver, consécutivement au niet de la direction des Foxes de libérer son meilleur élément. Voulant protéger leurs intérêts, les responsables du club champion d'Angleterre en 2016 refusent d'entendre parler de la libération de la star algérienne surtout qu'ils souhaitent décrocher une place européenne la saison prochaine. Mais cela va à l'encontre des intérêts de Mahrez qui est déprimé par ce blocage, lui qui sait qu'il a raté l'occasion de sa vie en ne pouvant pas rallier le club mythique et riche de Manchester City. Toutefois, ce boycott des entraînements arrange-t-il vraiment les affaires de Mahrez, lui qui maintenant accuse un grand retard physique ? Il est clair que le joueur est le grand perdant dans cette affaire et qu'il pourrait être dans une situation difficile s'il ne reprend pas. Même les clubs qui l'avaient dans le viseur risquent de se retirer de la course à son engagement s'ils voient qu'il ne se concentre pas sur son travail. C'est dire l'enjeu pour Mahrez qui devra rester lucide et se reprendre pour ne pas compliquer sa situation et hypothéquer ses chances de rejoindre un club su happé.

M. M.

Fédération algérienne de judo

L'entraîneur japonais Kubo demande son dû

L'ENTRAÎNEUR JAPONAIS Kubo Hitoshi, engagé le mois de juillet dernier par la Fédération algérienne de judo (FAJ) pour s'occuper des jeunes catégories, «attend toujours ses indemnités mensuelles», a-t-on appris auprès de l'ambassade du Japon à Alger. «L'entraîneur Kubo Hitoshi n'a pas été payé par la Fédération algérienne de judo et attend toujours ses indemnités mensuelles. Le concerné traverse des moments

difficiles suite à ce litige et espère trouver une solution à ce problème dans les prochains jours», a précisé la même source. Diplômé de l'université spécialisée de Koku Shikan, Kubo (30 ans) avait signé le mois de juillet dernier un contrat d'une année renouvelable avec la FAJ suite à l'engagement du Comité olympique et sportif algérien (COA) de le prendre en charge sur le plan salarial, de l'hébergement et du transport.

Circuit Pro-féminin de Tennis en Espagne Inès Ibbou sort précocement

LA JOUEUSE de tennis algérienne Inès Ibbou et son équipière espagnole Dalila Saïd ont été éliminées lundi soir au premier tour du tableau double du tournoi professionnel «Movistar I», organisé du 5 au 11 février sur les courts en terre battue de la R a f a e l - N a d a l A c a d e m i e (Majorque/Espagne), suite à leur défaite par deux sets à zéro contre un tandem espagnol, composé de Marina Bassols Ribera et Julia Payola. L'Algérienne de 19 ans et sa partenaire avaient mal démarré ce match, concédant assez facilement le premier set (6-1), avant de se ressaisir dans le deuxième, dans lequel elles avaient commencé par opposer une résistance farouche aux têtes de série N3, avant de s'incliner finalement (6-3). En simple, Ibbou (673e

mondiale) ne fera son entrée en lice que mercredi, au premier tour du tableau final. Elle sera dès lors confrontée à un gros morceau, car appelé à défiler la Russe Marta Paigina, actuelle 310e mondiale et tête de série N1 de ce tournoi. Doté d'un prize-money de 15 000 USD, le tournoi «Movistar I» a drainé la participation de certaines joueuses relativement bien classées sur le plan mondial, notamment l'Allemande Katharina Gerlach (392e) et l'Australienne Seone Mendez (476e). Il s'agit du premier tournoi pour Ibbou en 2018, elle qui a consacré les dernières semaines à une préparation physique intense, dont un microcycle à Casablanca (Maroc), où elle avait travaillé entre autres avec la judoka marocaine, Asmaa Niang.

Championnat d'excellence de Handball

Les joueurs du MCO reviennent à de meilleurs sentiments

LES JOUEURS du MC Oran seront bien présents pour la reprise du championnat d'excellence de handball ce week-end en rendant visite au CRB N'Gaous après avoir brandi la menace du forfait, a-t-on appris du président de la section handball de ce club sportif amateur (CSA), Nasreddine Bessadjrari. Le MCO a vécu une trêve mouvementée au cours de laquelle ses joueurs ont boudé l'entraînement pour revendiquer

leur argent. Leur absence a duré plusieurs jours avant de revenir dernièrement à de meilleurs sentiments. «On leur a fait des promesses pour les payer dans les meilleurs délais, d'où leur retour aux entraînements, mais sincèrement, nous aussi nous attendons que les caisses soient renflouées pour tenir nos engagements», a expliqué Bessadjrari. L'ancien international algérien n'a pas caché ses appréhensions de voir les siens entrer de

nouveau en grève dès leur retour de N'Gaous, surtout que la situation tarde à se débloquer au sein du club amateur du MCO. «Ce qui nous désole dans cette situation c'est qu'un club comme le MCO qui avait dignement représenté le handball oranais et algérien par le passé se retrouve dans un tel état de dégradation sans que les autorités concernées n'interviennent pour le sauver», a encore regretté le même responsable, déplorant au pas-

sage le fait que la section handball soit privée de sa quote-part dans l'opération de collecte de dons auprès des industriels de la ville organisée mercredi dernier par les autorités de la wilaya, au profit des deux équipes phares de football de la ville, le MC Oran et l'ASM Oran. Le Mouloudia d'Oran occupe l'avant-dernière place de son groupe B avec seulement deux points, et ce, après quatre journées de compétition.

Ligue 1 Mobilis (19^e journée) Le leader constantinois sur du velours

■ La 19^e journée de la Ligue 1 Mobilis se poursuit demain, après les matchs avancés des clubs concernés par les différentes compétitions internationales.



Les Sanafirs en conquérants

Par Mahfoud M.

Ainsi, le leader, le CS Constantine évoluera sur du velours au stade du 17-Juin de Constantine en recevant l'USM El Harrach. Les Sanafirs sont décidés à aligner trois autres points at home, surtout que cette formation traverse une situation compliquée. Les Vert et Noir ne devraient pas laisser passer cette chance et sont décidés à l'emporter quoi qu'il en soit. Cependant, les Harrachis ne l'entendent pas de cette oreille, eux qui croient encore en leurs chances de maintien, et tentent de créer le décalé avec l'arrivée d'Aziz Abbas à la tête de la barre technique du club banlieu-

sard. L'USM Alger aura la chance de revenir en force en recevant l'USM Bel-Abbès et jetteront toutes leurs forces dans la bataille pour remporter les trois points du succès. Les Rouge et Noir devront quand même faire très attention à cette équipe de la Mekera qui se donnera à fond pour tenter de revenir avec au moins le point du nul. Les pouillains de Hamdi sont, ainsi, avertis et se doivent de se concentrer face aux pouillains de Chérif El Ouazani qui se déplaceront avec un esprit conquérant et feront tout pour repartir avec un résultat probant. Les Vert et Rouge qui accusent un retard au classement général souhaitent revenir tout au moins avec le point du nul qui serait une belle opération

pour eux. Enfin, le dernier match de ce vendredi verra la lanterne rouge du championnat, l'USM Blida donner la réplique au Paradou AC. Les Blidéens qui réussissent à revenir en force ces derniers temps, feront tout ce qui est de leur possible pour aller de l'avant et continuer à engranger d'autres points qui lui permettront de sortir de la zone rouge. Néanmoins, ils doivent faire très attention à cette équipe du PAC qui voyage bien et qui est capable de leur créer des problèmes.

M. M.

Vendredi 9 février :
USMB-PAC (15h00) huis clos
CSC-USMH (16h00)
USMA-USM BA (17h00)

Ligue II Mobilis (19^e journée)

Déplacement périlleux pour le leader et son poursuivant

Le leader de la Ligue II Mobilis, l'AS Aïn Milia, aura un déplacement périlleux à effectuer, étant donné qu'il se rend à Béjaïa pour croiser le fer avec la JSMB qui souhaite engranger d'autres points pour revenir dans la course à l'accession en Ligue I. Les Millis risquent de laisser des plumes dans cette confrontation surtout avec le retour en force des Bougiotes qui ne souhaitent pas laisser filer cette occasion de

recevoir le leader pour faire d'une pierre, deux coups. De son côté, l'autre club bougiote, le Mouloudia, qui reste collé aux basques du leader, aura fort à faire lors de cette 19^e journée en donnant la réplique à l'A Boussaâda qui laisse rarement filer les points à domicile. Les Mobistes tenteront, quand même, de se donner à fond pour revenir au moins avec le point du nul qui lui permettra de rester au contact du leader. Cela ne sera

pas facile, mais également pas impossible pour les pouillains de Bouarata qui restent déterminés à accéder quoi qu'il en soit. L'ASO Chlef de son côté, se rend à Aïn Fekroun où le CRBAF fera tout ce qui est de son possible pour prendre les trois points du succès. La formation du CA Bordj Bou Arreridj qui revient fort ces derniers temps reçoit à domicile l'ASM Oran avec la ferme intention de l'emporter et donc grignoter des points supplémentaires qui lui permettront de se rapprocher plus du peloton de tête et donc assurer l'accession en Ligue I.

R.S.

Le programme :
Vendredi 9 février 2018 à 15h :
CRBAF-ASO
RCR-CAB
WAT-JSM
GCM-MCS
ABS-MOB
RCK-MCEE
CABBA-ASMO
JSMB-ASAM

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Douanes de Mostaganem

Des saisies, en 2017, d'une valeur de plus de 47 millions DA

LA VALEUR des saisies opérées par les éléments de l'Inspection divisionnaire des douanes de la wilaya de Mostaganem a atteint, l'année dernière, quelque de 47,2 millions DA, a-t-on appris hier auprès de cette institution. La brigade de contrôle des passagers à la gare maritime du port de Mostaganem a effectué durant cette période 336 opérations ayant permis la saisie de 13,8 millions DA, alors que les brigades mobiles ont saisi 33,4 millions DA sur le territoire de compétence. Ainsi, à la gare maritime de transport des voyageurs, 3 552 ballots de friperie, 120 moteurs de véhicules, 100 motocycles, deux fusils de chasse, 400 oiseaux exotiques, 1 250 cartouches de cigarettes

étrangères, de la drogue ainsi que 27 véhicules ont été saisis, a-t-on précisé. Les brigades mobiles ont, quant à elles, saisi 134,5 kilos de kif traité, 18 685 bouteilles de spiritueux, 31 caméras de surveillance thermique, 13 véhicules, trois camions, des quantités de vêtements et chaussures. Le nombre des affaires enregistrées durant cette période a atteint 1 517, portant sur des infractions au code des Douanes avec des amendes forfaitaires d'une valeur de 1,2 milliard DA, soit une hausse de 138 % par rapport à 2016. La direction des Douanes de la wilaya de Mostaganem a recouvert, en 2017, un montant total de 88 millions DA, concernant 55 dossiers judiciaires. A.S.

Ils contestent leur «exclusion» des listes de bénéficiaires de logement social

Des citoyens ferment le siège de la daïra d'Azzaba, Skikda

DES DIZAINES de citoyens parmi les demandeurs de logement social ont fermé avant-hier après-midi le siège de la daïra d'Azzaba à l'Est de Skikda en signe de protestation contre leur «exclusion» des listes des bénéficiaires d'un quota de logement dont la liste préliminaire avait été rendue publique en début de cette semaine. Les protestataires ont contesté la façon adoptée par la commission de daïra dans l'élaboration des listes s'interrogeant sur l'absence de leurs noms de ces listes alors qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité. La majorité des protestataires ont exprimé leur mécontentement soulignant que la commission de daïra «a intégré des noms qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de logement social», selon Fayçal Kara,

l'un des protestataires qui a interpellé les autorités de la wilaya pour revoir la liste publiée. Le chef de daïra d'Azzaba a reçu des représentants des protestataires et invité les contestataires à introduire des recours qui seront étudiés, a-t-il appuyé «en toute transparence». La liste des bénéficiaires publiée dimanche dernier concerne un quota de logements sociaux (413 logements publics locatifs LPL) dans la commune d'Azzaba et 200 unités de même type destinées à la résorption de l'habitat précaire (RHP) dans la cité de Diyar Zitouna dans la même commune en plus de 15 autres unités de même type du quartier Manzel Bendiche et 50 logements dans la cité Ras Elma et 19 unités du quartier des frères Souici.

F.A./APS

Monoxyde de carbone

22 personnes secourues en une semaine à Médéa

AU TOTAL 22 personnes ont été asphyxiées au monoxyde de carbone et sauvées d'une mort certaine par les éléments de la Protection civile en une semaine à Médéa, ce qui représente plus d'un tiers des cas enregistrés depuis mi-novembre dernier, a-t-on appris auprès de ce corps. La majorité des cas d'asphyxie recensés, au cours de la première semaine de février, ont eu lieu au niveau des quartiers de Mekarz, Chellaalaa, Takhabit, Beb-El-Ghort et Ktiten, relevant de la commune de Médéa, où 15 personnes exposées à du monoxyde de carbone, provenant d'appareils domestiques défectueux (chauffage et chauff-

fe-bain), ont été réanimées à temps par les secouristes de la Protection civile, a-t-on indiqué. Sept autres personnes ont également été sauvées in extremis lors de deux autres interventions effectuées dans la nuit de mardi à mercredi, au centre-ville de la commune de Ain-Boucif (est de Médéa) et à Draa-Smar (4 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya), a-t-on ajouté. Selon la même source, plus d'une soixantaine de cas d'asphyxie similaires ont été enregistrés à travers la wilaya, depuis la mi-novembre dernier, faisant deux décès survenus le 18 janvier au niveau des communes de Berrouaghia et Beni-Slimane. Salim M.

Selon le MDN

Un terroriste se rend aux autorités militaires à Tamanrasset

UN TERRORISTE ayant rallié les groupes terroristes en 2013, s'est rendu, mardi après-midi aux autorités militaires à Tamanrasset et ce, grâce aux efforts fournis par les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par

les unités de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, cet après-midi du 06 février 2018 aux autorités militaires à Tamanrasset/6° RM. Il s'agit du terroriste recherché Kh. K. Benmoussa alias Abou Mohamed, qui a rallié les groupes terroristes en 2013», note la même source. Il a été également procédé à la récupération d'un pisto-

let mitrailleur de type kalachnikov et d'un chargeur garni. «Ces résultats de qualité interviennent pour réitérer la détermination des unités de l'ANP, engagées sur l'ensemble du territoire national, pour la défense du pays, en mettant en échec toute tentative d'atteinte à sa sécurité et à sa stabilité», ajoute le communiqué du MDN. R.N.

L'immigration clandestine en Méditerranée



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Démantèlement d'une association de malfaiteurs grâce au numéro vert

■ Une association de malfaiteurs a été démantelée par les éléments de la 7^e sûreté urbaine de Tizi-Ouzou au courant de cette semaine, a indiqué, hier, la cellule de communication dans un communiqué.

Par Hamid M.

«Suite à un appel sur le numéro vert 15/48, signalant un vol commis par des individus circulant à bord d'un véhicule automobile, qui ont ciblé le logement d'un citoyen, sis au lotissement Salhi-Kadem, les Forces de police de la 7^e sûreté urbaine de Tizi-Ouzou sont immédiatement intervenues et ont réussi à arrêter sur place, le conducteur, âgé de 31 ans, demeurant à Bordj-Ménaïel, puis, plus loin, ses acolytes âgés de 37 et 33 ans, demeurant respectivement à Bordj-Ménaïel et Draâ Ben-Khedda», a précisé la même source. Présentés au parquet de Tizi-Ouzou, pour association de malfaiteurs, vol en réunion avec usage d'un véhicule automobile, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt. L'issue de cette affaire a mis en exergue

une fois de plus, l'importance de la contribution du citoyen dans la lutte contre la criminalité et l'utilité des numéros verts mis à sa disposition, souligne la cellule de communication de la sûreté de la wilaya. Toujours selon la même source, les mêmes services ont élucidé une affaire liée au vol par effraction de locaux commerciaux, commis à la

Haute-ville de Tizi-Ouzou, qui s'est soldée par l'arrestation de 04 individus dont 02 mineurs. Présentés au parquet durant la semaine écoulée, les deux majeurs ont été mis en détention préventive, quant aux deux mineurs, ils ont bénéficié d'une citation à comparaître.

H. M.

Drogue

Saisie d'un quintal de kif traité à Tlemcen

LES ÉLÉMENTS de la sûreté de la wilaya de Tlemcen ont saisi dernièrement un quintal de kif traité dans la commune du chef-lieu de wilaya, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Des éléments de la BRI relevant de la police judiciaire ont enclenché leurs investigations sur la base d'informations faisant

état d'agissements d'un réseau criminel versé dans le trafic de drogue à partir de la ville frontalière de Maghnia. Ce réseau criminel est dirigé par le propriétaire d'un local de services de téléphonie qui utilisait un véhicule pour le transport de la «marchandise» prohibée. Les enquêteurs ont repéré le véhicule devant un garage à Hai El Matmar de Maghnia, avant de le filer jusqu'à Tlemcen. Sur place, les policiers sont passés à l'action et fouillé le véhicule avant de découvrir à son bord la quantité de drogue saisie, a-t-on indiqué de même source. Le propriétaire du véhicule et un complice ont été arrêtés. L'enquête suit son cours pour élucider cette affaire. R.N.